

Le Café philosophique du Village

Session Hiver 2019 – 3^e rencontre

Rencontres du	19 et 21 mars 2019
Thème	Le néo-capitalisme et les inégalités sociales
Textes en appui	Comment fabriquer un individu néolibéral : Interview de Pierre Dardot et Christian Laval, par Eric Aeschmann, Journal <i>Libération</i> , édition du 19 février 2009 L'ABC du néolibéralisme , par Guillaume Hébert, Réseau québécois des organismes sans but lucratif d'habitation (RQOH), Bulletin Le réseau no 44, été 2013

Synthèse de la discussion

Quels sont les avantages et inconvénients de notre système économique basé sur la concurrence ?

Du point de vue du consommateur, contrairement aux monopoles, la concurrence offre des avantages, tels la possibilité de choisir entre différentes options et dans bien des cas plus de qualité dans les produits et services, de même que des prix plus bas. Nous sommes inondés de publicité car les producteurs de biens et services ont besoin de se faire connaître et de se démarquer de leurs concurrents. Si dans bien des cas la démarche est honnête, dans d'autres elle est carrément trompeuse. Et bien sûr les producteurs les plus riches, pas nécessairement les meilleurs, ont plus de chance de s'y faire valoir. Pour un consommateur qui se veut « averti », la tâche réclame des efforts. Il nous faut nous informer, poser des questions, comparer. Et puis, il nous faut aussi nous demander si l'objet ou le service soit-disant merveilleux, nous est vraiment nécessaire ? Nous sommes un potentiel de grande richesse pour le monde des technologies et des pharmaceutiques, pour ne parler que de ceux-là. Et de fait, les ménages canadiens sont plus endettés que jamais.

Du point de vue du producteur de biens et services, la concurrence a ceci de bien, dans le sens qu'elle provoque le dépassement, la créativité et l'innovation. La concurrence stimule, mais à long terme elle essouffle et mène à l'épuisement. La concurrence entre entreprises met beaucoup de pression sur les milieux de travail. Faire plus avec moins pour concurrencer l'entreprise mexicaine où les salaires sont plus bas, sortir pour une troisième année de suite la plus géniale innovation sur le marché, produire plus vite et mieux, sans arrêt, pour garder sa place dans un monde non syndiqué, tout ceci génère beaucoup d'anxiété et de détresse psychologique. C'est un monde dur, où il peut être également tentant de plagier pour aller plus vite, de falsifier des résultats pour rester le premier et d'offrir des pots de vin pour voler le contrat aux concurrents.

Du point de vue de l'État, la concurrence soutient la croissance de la richesse du pays et la logique de marché avec l'étranger évite bien des guerres. Par ailleurs dans ce dont on est bon, il faut à tout prix garder l'avantage concurrentiel. Alors l'État pousse ces secteurs et en laisse tomber d'autres, sans égard pour les personnes qui y travaillent. Il semblerait aussi que la vision de l'État se focalise surtout à court terme, afin de satisfaire les investisseurs qui veulent les meilleurs taux de rendement, là, maintenant. On a beaucoup de mal à envisager le long terme et l'on voit avec les dommages que l'on fait à l'environnement où ça nous mène, au désastre.

Comment le système économique influence-t-il notre façon de penser et notre mode de relation avec les autres ? Dans cet univers de concurrence, c'est du chacun pour soi et que le plus fort gagne. On dénonce le fait que certains semblent penser que leur liberté les autorise à écraser ceux qui se trouvent sur leur chemin. On s'insurge devant ceux qui se demandent : « *pourquoi paierais-je pour des garderies quand je ne veux pas d'enfant moi-même ?* » Dans ce monde où on donne le pouvoir aux plus riches parce qu'ils ont réussi, ceux-ci deviennent le modèle à suivre. Et cela va jusqu'à changer notre rapport à nous-mêmes. Nous nous concevons comme des entreprises qui se doivent de demeurer toujours à jour, toujours jeunes et beaux et nous exerçons de la pression de la même façon sur nos enfants. Non seulement la pression de réussite pèse sur nous, on s'en ajoute et si on tombe malades, c'était à nous de faire plus de sport. Alors l'on devient de plus en plus anxieux, impatients et durs dans nos jugements. Quand tout devient « machine à profit » à mettre en concurrence, jusqu'aux écoles et aux hôpitaux, ne perd-on pas de vue leur mission première ? Quelle valeur marchande ont nos plus démunis, nos fatigués d'avoir trimé dur, nos malades ? Aucune et comme on a du mal d'ailleurs, à leur faire une place juste décente ! Notre monde appartient aux plus riches et les écarts de richesse se creusent à vitesse grand V.

Les pauvres sont-ils en partie responsables de leur misère ? Est-il juste de les aider ? Deux positions se dégagent de nos échanges. On peut dénoncer que certains profitent du système. « Pourquoi fournir aux enfants des quartiers pauvres des petits déjeuners, du matériel scolaire, des habits de neige l'hiver ? Leurs parents ont juste à exercer leur jugement : avant de se payer un cellulaire, ils n'ont qu'à mettre de la nourriture sur la table et les vêtir convenablement ». Par ailleurs diront les autres, il faut être conscient qu'on ne naît pas tous égaux en termes d'éducation, de talents, d'opportunités et de richesse. Combien ont fait leur fortune sur le dos des plus vulnérables, en leur payant des salaires de misère ? Plusieurs. C'est pourquoi, nous avons le devoir moral, comme société, d'aider les personnes qui ont eu le malheur d'avoir le vent en pleine figure, plutôt que dans le dos et d'aider leurs enfants en particulier, par la voie de l'éducation. Apprendre puis connaître, c'est donner du pouvoir. Pour un enfant, avoir un bon prof, au bon moment, peut changer le cours de la vie de façon heureuse. Juste à deux pas, dans Rosemont, le taux de pauvreté chez nos aînés est très élevé ; il faut les aider à négocier leur loyer qui va chercher plus de la moitié de leur revenu mensuel.

Les pays les plus riches ont-ils le devoir d'aider les pays les plus pauvres ? Bien sûr nous savons que l'argent donné à certaines organisations d'aide humanitaire n'arrive pas toujours à destination. Mais ce n'est pas parce que des cas sont soulevés que c'est généralisé à l'ensemble ; il faut cependant mieux encadrer les organismes. C'est un devoir moral de poursuivre puisque, nous Occidentaux, nous les avons grandement exploités et nous nous sommes enrichis à leurs dépens. Et tant qu'à le faire, le faire bien, en tenant compte de qui ils sont, avec respect et attention. Le *microcrédit* accompagné de formation venant soutenir les femmes chefs de famille à lancer leur petite entreprise est un bon exemple.

Quel est le rôle de l'État face à l'économie ? Le bien commun devrait être pris en compte de façon beaucoup plus sérieuse. Une meilleure réglementation s'impose dans plusieurs sphères de l'économie. Les médecins formés dans l'armée doivent travailler 10 ans avant de partir faire fortune ailleurs. Il devrait en aller de même pour l'ensemble de nos médecins. Dans les années 80 on a réglementé les rejets de déchets des entreprises dans nos cours d'eau. Ces dernières n'ont pas fui comme on le craignait, elles se sont ajustées et nos rivières sont en meilleure santé aujourd'hui. Certes, plus de réglementation et plus d'inspecteurs coûtent de l'argent à l'État, mais comment nous sortir autrement du pillage sauvage de nos biens collectifs ? Et la fuite des capitaux vers les paradis fiscaux devrait être contrôlée sérieusement par l'État, en collaboration avec les nations partenaires, bien que ça ne soit pas simple. Il faut se rendre compte que les bénéfices que l'on fait aujourd'hui viennent des progrès sociaux réalisés dans les années 50, 60 et 70 où la solidarité nous tenait à cœur. Il ne faut pas tout jeter par terre au nom de la liberté individuelle. Comme nous le rappellent les jeunes pour la protection de l'environnement, protégeons la planète, notre ultime bien commun !